

CIBLE

Plus jamais ?

Il fallait s'y attendre : chaque fois que survient un événement important, un commentateur prend la mine d'un philosophe de l'histoire et déclare que « désormais, plus rien ne sera jamais plus comme avant ».

Cela n'a pas manqué, au soir du 5 mai. Un éminent personnage de la gent médiatique a prononcé la formule magique, entendue pour la première fois en mai 1968. Et chacun, sur le plateau, d'opiner gravement.

Il était comique d'écouter au même instant les rumeurs qui couraient les états-majors politiques et les salles de rédaction : Sarkozy ou Raffarin ? Un vieux jeune homme ou un vieux de la vieille que l'ambition rajeunit ?

Et cela faisait tout drôle de relire la profession de foi du vainqueur : de la très classique langue de bois, du démagogique sempiternel, de l'homélie insipide repiquée dans de très anciens tracts.

Si la forte secousse d'avril se termine par une permutation de seconds rôles pour le même opéra-bouffe, on reverra ce qu'on a déjà vu auparavant : un peuple en colère, qui fera tout et peut-être n'importe quoi pour se débarrasser de ses élites discréditées et cyniques.

CHIRAC

Du neuf avec du vieux ?

Idées

**Marcel
Gauchet**

p. 9

Afrique

**Peut-on
la sauver ?**

p. 8

Honte pour la France !

Au soir du premier tour de la présidentielle, place de la République ou à la Bastille, des jeunes filles confessaient qu'elles avaient, ce soir-là, « honte pour la France ».

Honte : sentiment de confusion, d'humiliation, excité dans l'âme par la conscience d'une faute qui l'avilit, ou par l'idée de quelque affront qu'on a reçu ou que l'on craint de recevoir.

Elles avaient honte... Et BHL aussi, parlant chez Ardisson ? Une gêne me prend... Presque un tiers d'abstention, 20 % des votants pour l'extrême droite et 15 pour la gauche populiste, faisaient honte à la France ?

Mais enfin, cette honte n'était pas consommée ; la faiblesse était remédiable. Tout le monde s'y employait : on allait voter pour « le moins pire », disait-on, et la faute de syntaxe était une proclamation de civisme. *No pasaràn !* (1)

Et puis, nos jeunes filles avaient la honte un peu facile. Honte à ceux qui avaient boudé l'urne ou y avait glissé un bulletin suspect ? Honte aux pollueurs ? Aux perturbateurs du face-à-face dont le protocole annonçait nous plongeant dans un *spleen* finalement si *cool*. Honte aux briseurs de sondages, aux auteurs d'incivilités par qui renaissait une in-

convenance politique dont le risque paraissait conjuré... Honte aux idiots, honte aussi aux rebelles, et même, honte aux pauvres ?

Place de la République ou à la Bastille, on aurait pu répondre aux jeunes filles que leur indignation - outre qu'elle visait les autres - est un peu tardive. N'avait-elle donc trouvé, leur honte, aucun aliment ces temps passés, pendant la longue nuitée de notre vie civique où toutes les exigences humaines ont étouffé dans l'édredon politico-médiatique ?

Ont-elles eu honte de la régression sociale camouflée sous les réformes socialo libérales, de la régression culturelle assommant les médias : ont-elles vomi les cucuteries de *loft stories* qu'on leur servait ? La flexibilité des horaires extorquée sur fond de RTT ne les a pas perturbées ; ni le travail de nuit de leurs mères sous la férule européenne ; ni l'instauration d'une monnaie supranationale incontrôlée par les États ; ni les atteintes sournoises à l'unité nationale ; ni le renoncement à l'égalité de traitement des citoyens ; ni la pri-

vatisation subreptice des services publics ?

Elles ont même vu sans honte deux guerres américaines impliquer nos armées sans consultation du Parlement. Elles n'ont pas déploré l'effacement de la France. Elles n'ont pas pleuré d'humiliation devant l'absence de sa parole et de ses idéaux dans le grand processus de la mondialisation ?

Elles n'ont pas rougi de s'être laissées flatter et amuser par des réformes de mœurs ou « de société » - PACS, parité hommes-femmes, choix des noms des enfants et autres coquetteries de bourgeois-bohèmes - pendant que des discours ministériels complaisants préparaient le dérapage vers le droit à la drogue ou le droit à la mort. Elles n'ont pas frémi devant la démagogie du pouvoir à l'égard des *rave parties* comme devant le soulèvement corporatiste des gendarmes.

Elles se sont laissées persuader comme tout le monde que la seule et unique politique possible tenait dans les programmes de communication à peine contrastants de Chirac et Jospin. Elles ont hurlé « ringard et loo-

ser » à qui contestait ; elles ont flirté avec des gauchos en peau de lapin qui, vitupérant tout, assuraient les puissants de leur tranquillité. Elles ont trouvé craquante la moustache de José Bové. Et les voilà qui mangent bio allégé pour éviter de prendre du poids comme maman !

Si elles avaient reconnu plus tôt les raisons de la honte de la France, elles pourraient maintenant éviter celles qui demain l'étrangleront. Car demain, les matamores forains une fois démontés, le pouvoir sagement rendu au marais socialo-libéral s'empressera d'aménager le réduit français aux dimensions étroites de sa médiocrité : une boutique mode relax au sein de l'hypermarché globalisé.

Elles peuvent conjurer cet épilogue minable. Douloureusement. En cultivant le sentiment de honte qui les a étreintes le 21 avril, en le réajustant sans cesse sur les vrais critères - de justice, d'espérance - en apprenant de la France elle-même, par son histoire, ce qu'elle a à défendre qui lui est personnel et fait pour rendre un service universel.

Briser la mimétique fasciste était urgent, mais c'était, finalement, la moindre des choses. Après recommencera le combat solitaire contre l'inhumanité brutale qui avance sous couvert de mercantilisation de la planète. La France est mieux placée qu'on ne croit pour préparer la riposte. Qu'elles le sachent seulement, et y travaillent.

Et la honte d'un soir aura été bonne conseillère.

Luc de GOUSTINE

(1) Michel del Castillo a écrit là-dessus un papier flamboyant dans *Le Monde* du 26 avril (on peut en fournir photocopie - joindre quelques timbres).

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (19,10 €) ☐ six mois (30,50 €) ☐ un an (45,75 €) ☐ soutien (95 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Honte pour la France ! - p.3 : Dégoulinades et repentances - Pôle - p.4 : A qui la faute ? - Vers un troisième tour social ? - p.5 : Défense républicaine - p.6/7 : Peuples en colère - p.8 : L'Afrique sans la France - p.9 : L'énigme démocratique - p.10 : Dossiers brûlants - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Vers les législatives.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone : 01.42.97.42.57
 Télécopie : 01.42.96.05.53
 Dir. publication : Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Dégoulinades et repentances

En cas d'événement majeur, les grands médias fonctionnent sur deux temps : d'abord déverser des tonnes de propagande bien-pensante, puis laisser poindre un soupçon de regret. Les directeurs de l'opinion n'informent plus - sauf sur leurs propres états d'âme.

Une fois de plus, distinguons soigneusement les journalistes qui font leur métier et les directeurs de l'opinion qui règnent sur les deux principales chaînes, sur *France Inter*, *Le Monde* et *Libération*. Les premiers s'efforcent d'informer leur public, alors que les seconds informent le public de leurs propres jugements, réprobations et condamnations. Ces maîtres de morale pratiquent une vertu à deux temps :

- indignation vertueuse des défenseurs du Bien face au Mal ;

- vertueux repentir quant aux excès commis par vertu.

Quand ils étaient jeunes militants, ces futurs maîtres-censeurs chantèrent les louanges de Staline et de Mao, puis jurèrent qu'on ne les y reprendrait plus. Devenus grands professionnels libérés des utopies, ces vertueux s'indignèrent du massacre de Timisoara puis confessèrent leurs erreurs avant de répandre ensuite mille sornettes sur la guerre du Golfe. Là encore, on nous promit de vérifier désormais l'information. On se déchaîna sur les atrocités perpétrées par les bosno-musulmans et par les bosno-croates, avant de reconnaître, à bas bruit, qu'on y était allé un peu fort. Mais on recommença avec la promotion des Kosovars de l'U.C.K. - non sans reconnaître dans

des revues à tirage modeste que tout ce tintamarre avait été quelque peu excessif.

Chaque fois, les pêcheurs se demandèrent miséricorde et décidèrent de s'absoudre : l'opinion, prise à témoin, est toujours censée pardonner les excès de zèle. Pourquoi ? Certains médiocrates affirment que « les gens sont intelligents » ; d'autres supposent que le public est bête à manger du foin. Tous se moquent du monde puisqu'ils ne sont ni élus ni payés par « les gens ».

Cette bienheureuse irresponsabilité nous a permis de vivre coup sur coup deux nouveaux cycles de dégoûlinades et de repentance.

Tout l'hiver, toute l'information télévisée fut focalisée sur l'insécurité. Impossible de formuler une nuance, d'inciter à la précaution en matière statistique et de s'interroger sur l'utilisation répétitive de certaines images. Cette thématique sécuritaire ayant profité à Jean-Marie Le Pen, nous avons appris en lisant la presse spécialisée que certains journalistes s'interrogeaient sur leurs propres responsabilités. Informations données sans hiérarchie, empilement de faits divers, ton anxiogène : avec des faits véridiques (personne ne nie la violence urbaine) on a créé un climat de peur généralisée.

Au lendemain du premier tour, l'insécurité a miraculeusement disparu des écrans.

Une fusillade dans une salle d'urgence a été expédiée en deux minutes et la série des agressions quotidiennes a été sacrifiée au profit de la propagande contre le Front national.

Oubliée la déontologie ! On vit les gens de médias appeler aux manifestations, se transformer en propagandistes de Jacques Chirac et fustiger le Front national à grands coups de reportages à la partialité revendiquée, de commentaires agressifs et de chantage à la guerre civile.

Comme pour Jorg Haider, chacun tenait à donner la preuve de sa conviction démocratique, de sa vigilance antifasciste, de sa haine de Le Pen et du lepénisme. La preuve à qui ? A soi-même ? A ses collègues ? A ses patrons ? Pas au public en tous cas, qui a été une fois de plus submergé de bonne conscience, accablé d'objurgations et mis en demeure de bien voter - alors que les citoyens attendent de la télévision et de la grande presse des informations nombreuses et complètes. Bien entendu, les grandes consciences médiatiques n'ont pas pris garde qu'elles exaspéraient des millions d'électeurs de Jean-Marie Le Pen, implicitement considérés comme des « beaufs » et explicitement dénoncés comme racistes - ce qui ajoutait l'offense aux misères et aux humiliations de toute nature qu'engendre l'ultra-libéralisme.

Dans quelques semaines, nos grands professionnels des médias reconnaîtront sans doute qu'ils y sont allés un peu fort et promettent de faire attention la prochaine fois. Serment d'ivrogne !

Yves LANDEVENNEC

Bêtises

Le pire, dans le manichéisme, c'est que dans la lutte du Bien contre le Mal, c'est le mal qui se trouve renforcé. Telle est la remarque que je me suis faite en entendant puis en lisant les commentaires triomphalistes qui se sont déversés après l'étrange victoire de Jacques Chirac. Quatre-vingt pour cent de voix pour la France, pour la République, pour la démocratie ! L'extrême droite qui est en dessous de vingt pour cent. Et allez donc !

Les directeurs de l'opinion publique ne se rendent pas compte que les électeurs de Jean-Marie Le Pen sont aussi français que les autres et plus soucieux des valeurs républicaines que maints hiérarques de droite et de gauche - même s'ils le sont désespérément.

Quant à l'extrême droite, il conviendrait d'être prudent. Puisque tout le monde fait des estimations à la louche, je dirai pour ma part qu'il doit y avoir en France aujourd'hui 0,2 % de fascistes avérés et 5 % de xénophobes décidés. Pour la plupart, les électeurs de Jean-Marie Le Pen n'ont pas du tout envie de revenir à l'époque d'Hitler, de Mussolini, de Pinochet. Ce sont des protestataires qu'on insulte, qu'on diabolise et qu'on repousse toujours plus loin en direction des extrêmes. Le jeu est pervers, cruel, et toujours dangereux.

Jacques BLANGY

A qui la faute ?

Assommés par leur défaite, les jospinistes accusent les médias et les instituts de sondage, mais surtout Jean-Pierre Chevènement, d'être responsables de leurs malheurs. Comme toujours, c'est d'abord en soi-même qu'il faut chercher la cause de l'échec.

Haro sur Jean-Pierre Chevènement, traître à son camp, infidèle en amitié, coupable de crime de lèse-jospinisme ! Que soient maudits tous ses compagnons de lutte, présentés comme complices du meilleur des candidats : honnête, sincère, compétent, efficace...

Tel est le discours aigre et pleurnichard qu'on entend depuis le 21 avril. Il est destiné à culpabiliser les brebis égarées, afin qu'elles rejoignent la bergerie de gauche pour les élections législatives. Espérons que les socialistes fidèles à leur tradition ne se laisseront pas prendre au piège de la réprobation morale. Car enfin, qui a liquidé le socialisme à la française et sacrifié les valeurs dites « de gauche » (qui selon nous appartiennent à tout de monde) sinon Lionel Jospin et ses principaux lieutenants ?

Qui a abandonné de manière délibérée et cynique le programme socialiste de 1997 qui annonçait, entre autres, une conférence sur les salaires, des nationalisations, un « gouvernement économique » européen ?

Qui a privatisé massivement, entériné les conclusions ultra-libérales de la conférence de Lisbonne, abandonné la monnaie à la Banque centrale européenne, laissé croître la flexibilité et la précarité, et qui s'en est remis à la conjoncture internationale

pour tout ce qui concerne la politique économique et l'emploi ? Quant au chômage, le gouvernement a brandi les « bons chiffres » dont il n'était pas responsable, et s'est tu lorsque les mauvais chiffres ont commencé d'être publiés.

Qui a menti pendant la campagne présidentielle, en additionnant des propositions contraires aux décisions prises à Lisbonne et à Barcelone ? Qui a tenté de cacher le fait que la privatisation du gaz et de l'électricité était acquise, avec quelques délais, et que les fonds de pension seraient entérinés sous un nom ou sous un autre par de prétendus socialistes qui ont déjà accepté la solution ultra-libérale du crédit d'impôt ?

Et qui donc s'est présenté le 21 février comme candidat « moderne » en prenant soin de préciser que « le projet que je propose au pays n'est pas un projet socialiste » ?

Lionel Jospin a été un Premier ministre désastreux. Il a placé sa candidature sous le signe du reniement. Il a été un mauvais candidat, embarrassé par sa complicité avec Jacques Chirac lors des sommets européens. Sourds aux avertissements, les jospinistes ont eu ce qu'ils méritent. Mais rien ne les empêche de renouer avec la tradition socialiste d'ici les élections législatives.

Annette DELRANCK

Vers un troisième tour social ?

Dans plusieurs pays européens, la montée du vote protestataire en faveur de l'extrême droite ou d'une droite populiste, ne dissimule-t-elle pas un autre type de mécontentement, social celui-là ?

Tous deux semblent avoir une même origine : le virage néo-libéral pris par la construction européenne depuis le début des années 1980. Dans un cas, les électeurs manifestent leur inquiétude par un repli identitaire, dans l'autre, ce sont les travailleurs qui rejettent en bloc une évolution économique qui risque de mettre à mal tout l'édifice social, en faveur des privilégiés et au détriment des classes moyennes et défavorisées.

En Italie, depuis l'élection de Silvio Berlusconi et la décision de son gouvernement de réformer le code du travail, les manifestations se multiplient et l'exacerbation est à son comble : on voit de nouveau poindre l'ombre du terrorisme. En Allemagne - dans un pays économiquement affaibli - ce sont les métallurgistes qui sont en grève depuis le 6 mai dernier pour des revendications salariales. En Espagne, l'ensemble des secteurs semble aujourd'hui subir les effets de la crise argentine ; une des principales banques du pays vient d'annoncer la suppression de 11 000 emplois (10 % de ses salariés). Partout la précarité est en progression, notamment en Grande-Bretagne où les syndicats sont dans un tel état de déliquescence qu'aucun mouvement social ne peut naître.

Reste le cas de la France. Depuis le début de l'année, le chômage s'est de nouveau

dégradé. Les 35 heures, non seulement n'ont pas créé le nombre d'emplois prévus, mais ont renforcé la précarité et surtout contribué à la dégradation des conditions de travail. Les emplois jeunes créés par Martine Aubry pour cinq ans arrivent à leur terme. Que vont-ils désormais devenir ? La nécessaire réforme des retraites et plus généralement de la protection sociale a sans cesse été repoussée par Lionel Jospin. Le nouveau gouvernement devrait y apporter un début de réponse. Le fera-t-il ? Comment s'y prendra-t-il ? Les décisions prises lors du dernier conseil européen de Barcelone en faveur d'un report de l'âge de la retraite laisse mal augurer de ce qui attend les Français dans ce domaine. Si la droite, dans l'hypothèse où elle obtiendrait la majorité, cherche à privatiser la sécurité sociale ; si la gauche, comme cela semble probable, passe dans l'opposition et gauchit son discours ; si les syndicats demeurent hostiles à toute évolution du système ; si l'extrême gauche sort renforcée des élections présidentielles et législatives, il y a une grande probabilité pour que la France assiste à un troisième tour social.

Le seul moyen de l'éviter serait de lancer des états généraux de la protection sociale. Le nouveau gouvernement y sera-t-il prêt ?

Nicolas PALUMBO

Défense républicaine

Contre la politique étrangère découlant des programmes de l'extrême droite en France et en Europe, le nouveau président doit définir une véritable politique de défense républicaine.

Nouvel Émile Loubet, cent ans plus tard, le président Chirac se retrouve dans une situation analogue, toutes choses égales par ailleurs, à celle créée par l'affaire Dreyfus. La question est de savoir s'il trouvera son Delcassé, le grand ministre des affaires étrangères de la III^e République, qui dura tout le septennat (1). La politique étrangère de 1899 à 1906 fut celle de Loubet et Delcassé. La ligne était tracée. Chirac a suffisamment de connivences radicales corréziennes pour comprendre un tel précédent.

Quel grand dessein républicain au lendemain de ces élections ? On connaît le programme de Le Pen et de ses émules européens : contre les Américains et pour la sortie de l'Union Européenne, contre les Musulmans et pour Sharon. La politique du nouveau président ne doit pas se cantonner à en prendre l'exact contre-pied. Elle ne peut se contenter d'être la continuation par d'autres moyens de la politique présente. Nous savons aussi désormais qu'elle ne se définira pas à partir de la gauche. Que sera-t-elle donc pour qu'elle réponde au mandat populaire du 5 mai ?

L'enjeu est européen. Comme celle de Delcassé, la réponse sera européenne. Elle sera une politique d'alliances. Elle sera une politique d'État à État et non une internationalisation des problèmes par une fuite dans la mondialisation. On attend de nous de toutes parts une « parole responsable ». Chiche !

La première priorité est la reconstitution de notre appareil de défense, dont la faiblesse et l'inadéquation sont sources de notre humiliation dans les affaires internationales, du Kosovo à l'Afghanistan. La force européenne d'intervention doit être mise sur pied sans plus tarder. Nous devons rétablir dans les plus brefs délais notre pouvoir de négociation au sein de l'Alliance Atlantique et être capables demain d'y prendre toute notre place, ce qui signifie ne plus être à la traîne des Américains ou des Britanniques voire des Allemands, mais en position de commandement comme Chirac s'y était essayé pour la Bosnie avec quelque succès dès son élection en 1995.

A partir de là, car sans ce socle rien n'est même à envisager, nous parlerons avec toute l'Europe haut et fort sur le rétablissement de la situation au Proche-Orient qui constitue une menace communautariste et terroriste pour toute l'Europe. Nous assumerons politiquement et militairement un mandat sur l'État palestinien à venir comme une nécessité de défense nationale et de défense républicaine française et européenne. Si les Israéliens, dont nous montrerons que c'est l'intérêt profond comme Européens et non comme Américains ou Moyen-Orientaux, veulent s'y opposer, nous continuerons de renforcer le processus méditerranéen. Il n'est plus question de laisser l'administration américaine défaire par personnes interposées - et par l'inaction de notre politique

étrangère - le tissu citoyen de la France et de l'Europe.

Un discours tout aussi clair sera tenu vis-à-vis de l'élargissement de l'Europe qui inquiète nos concitoyens et tout autant les populations des pays candidats à l'adhésion. Pas plus que les manifestations de l'extrême droite dans les pays d'Europe occidentale, nous ne pouvons accepter comme légitimes la subsistance ou le renouveau de formes condamnées de l'ancienne classe communiste. La réponse européenne doit s'adresser aux unes comme aux autres, car elles ne sont que deux formes d'un même mal. Le même avertissement assorti de mesures positives vaudra pour la Russie et les anciens pays membres de la CEI. Les choix européens des peuples et des dirigeants au Centre et à l'Est doivent être clairs et sans retours en arrière. Les alliances doivent rééquilibrer l'Europe et non la déstabiliser.

D'une France et d'une Europe humiliées par la suite des événements depuis le 11 septembre qui les ignorent, considérées par le résultat des élections du 21 avril et de celles à suivre dans les pays voisins, désqualifiées comme partenaires, marginalisées sur la scène internationale, le président a beau jeu de leur faire remonter la pente et de restaurer pas à pas leur crédibilité par une politique méthodique, patiente, constante, auquel se consacreront jour et nuit un travailleur infatigable, un ascète, indépendant des pressions de toutes sortes, comme le fut Delcassé en son temps. Qui sera le Delcassé du prochain quinquennat ?

Yves LA MARCK

(1) Charles Zorgbibe - « Delcassé », Olbia/ Histoire, prix franco : 26 €.

♦ **AFGHANISTAN** - A peine arrivé dans son pays, après vingt-neuf ans d'exil, le roi Zahir Chah a été sollicité pour tenter de mettre fin au conflit armé qui oppose le gouverneur de la province de Paktia et le chef de guerre Padsha Khan. Conflit qui a déjà fait de nombreuses victimes. Parallèlement plus de deux cents « vieux sages » pachtous, venus de toutes les régions du sud de l'Afghanistan se sont réunis en assemblée à la mosquée Khalqa Sharif de Kandahar pour réclamer le retour sur le trône du vieux roi qu'ils appellent respectueusement *Baba*, « le Père ». Cependant la question des institutions ne se pose pas pour l'instant puisque ce sera la Loya Jirga (grande assemblée traditionnelle) qui débitera, sous la présidence du roi, le 10 juin prochain qui désignera un gouvernement de transition jusqu'à la tenue d'élections démocratiques.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - C'est dans le grand hall de Westminster que la reine Elizabeth II a prononcé un discours personnel (événement très rare) devant le Parlement, à l'occasion du début des cérémonies du jubilé d'or qui marqueront le cinquantième anniversaire de son accession au trône. Au cours de ce discours, écouté dans un silence religieux par les parlementaires, la reine a manifesté sa décision de rester à la tête de la nation, écartant toute idée d'abdication, tout en insistant sur les changements nécessaires. La souveraine a entamé une tournée dans le royaume pour « remercier le peuple pour sa loyauté, son soutien et l'inspiration qu'il lui a donnée au cours de cinquante années inoubliables ».

♦ **MAROC** - C'est à New York, où il est en déplacement, que le roi Mohammed VI a reçu en audience Mortimer Zuckerman, président de la Conférence des présidents des grandes organisations juives américaines. Ce dernier a rendu hommage au Roi pour le rôle exceptionnel qu'il joue pour tenter de débloquer la situation au Proche-Orient, et mis en relief l'exemple que constitue le Maroc depuis très longtemps en matière de cohabitation entre juifs et musulmans. Dans sa réponse le roi a réaffirmé la volonté de « dialogue, de tolérance et d'ouverture » inhérente à la tradition marocaine et également demandé aux organisations juives américaines d'être plus actives pour empêcher les amalgames entre Islam et terrorisme et de se montrer plus respectueuses des valeurs qui s'attachent à l'identité musulmane.

Peuples en colère

Au lendemain du 21 avril, la classe politico-médiatique s'est efforcée de « penser l'impensable » et d'organiser la levée en masse contre Jean-Marie Le Pen en utilisant sans précaution les allusions historiques au fascisme, au nazisme et au pétainisme ; des images-chocs ont dramatisé les postures antifascistes ; on a lancé sur la place publique des analyses à l'emporte-pièce où la bonne conscience étouffait la lucidité des constats sur la souffrance sociale. Sans prétendre à une explication complète des événements en train de s'accomplir, Maria Da Silva tente une remise en perspective des grands mouvements de protestation populaire dans l'Europe du siècle dernier.

Commissaire européen de nuance démocratique, Pascal Lamy s'indignait récemment (*Le Monde* du 27 avril) que l'on puisse faire porter sur l'Europe la montée des extrémismes dans divers pays européens : « Si tout cela se passe au même moment, c'est que nous, Européens, avons des problèmes similaires. L'Europe n'est pas le problème, elle est la solution à la montée des extrémismes ».

La phrase est étrange mais la suite des propos l'éclaire. Accusant les gouvernements nationaux de mener une « anti-politique de communication » (ils s'attribuent tous les aspects positifs de la construction européenne et reportent les échecs sur Bruxelles) le commissaire Lamy estime que la solution aux « problèmes » en Europe, c'est toujours plus d'Europe ultra-libérale : économie de marché, abandon du cadre national, évolution vers des retraites par capitalisation, défense de l'euro qui « nous protège désormais des chocs extérieurs qui, hier encore, auraient bloqué la croissance de l'Europe » - comme si l'économie européenne n'était pas dépendante des fluctuations de la conjoncture américaine !

Avocat sans complexes d'une Europe intégrée dans le marché global, Pascal Lamy voudrait bousculer les belles âmes de la « gauche plu-

rielle ». Mais les jospinistes, huistes et autres mamériens se rendent plus ou moins compte que quelque chose ne va pas avec le peuple.

Inquiétude

Cette sourde inquiétude n'est pas nouvelle. Au lendemain du référendum sur Maastricht, Elisabeth Guigou et les autres oligarques parlaient de rapprocher les organisations européennes de l'ensemble des citoyens. Face à l'ampleur du vote Le Pen, la même dame Guigou, devenue ministre des Affaires sociales, s'aperçoit qu'« il y a certainement beaucoup de souffrance sociale derrière ce vote [Le Pen]... ». Quelle perspicacité ! Parions cependant que la victoire de Jacques Chirac le 5 mai étouffera cet émoi, la classe dirigeante s'empressant de retourner à ses petites affaires.

Pourtant, il y a bien un problème avec le peuple, dont l'Europe n'est pas la solution car les décisions prises par l'oligarchie européenne provoquent effectivement « beaucoup de souffrance » dans le peuple.

Le fait n'est pas nouveau. Au XIX^e comme au XX^e siècle, les choix économiques et monétaires de la classe dominante et les scandales financiers ont provoqué maintes révoltes et diverses révolutions totalitaires.

On se souvient du fétichisme de l'or (les billets de banque

ont de la valeur parce qu'ils représentent un poids d'or) mais on a oublié que cette croyance faisait l'unanimité : « La guerre entre le Ciel et l'Enfer ne tenait pas compte de la question monétaire, d'où la miraculeuse union des capitalistes et des socialistes. Ricardo et Marx étaient d'accord, le XIX^e siècle ne connaît pas le doute. Bismarck et Lassalle, John Stuart Mill et Henry George, Philip Snowden et Calvin Coolidge, Mises et Trotski professaient pareillement cette foi » note ironiquement Karl Polanyi*.

Il en fut de même après la première guerre mondiale. Après les troubles révolutionnaires (en Allemagne, en Hongrie, et à une moindre degré en France, en Angleterre), tous les États européens voulurent rétablir la parité entre la monnaie nationale et l'or : les bolcheviks (Sokolnikov), les sociaux démocrates allemands (Hilferding) et autrichien (Otto Bauer), l'Italie fasciste, l'Angleterre travailliste et les États-Unis.

Contrainte monétaire

Pour atteindre la mirifique parité, les dirigeants des petits pays européens imposèrent à leur peuple d'impitoyables cures d'austérité - comme celles qui frappèrent l'Europe de l'Ouest pour satisfaire aux critères de Maastricht en vue du passage à l'euro. Mais c'est la politique monétaire française du franc fort qui pro-

voqua le premier grand ébranlement international. On loue Raymond Poincaré pour avoir restauré la confiance entre 1926 et 1929. On oublie de dire que le redressement des finances publiques se fit par la réduction drastique du nombre de fonctionnaires (suppression de 106 sous-préfectures et des tribunaux correspondants), par une très forte augmentation des impôts et par une hausse du taux de l'escompte. Certes, grâce à l'homme-confiance, la spéculation joua en faveur du franc contre la livre : or et devises affluèrent dans les caisses de la Banque de France et notre pays disposait d'un énorme tas de métal jaune en cette année 1929

dont nul n'imaginait alors le caractère funeste. Le krach boursier fut certes la suite logique d'une période de folle spéculation et l'effondrement de la pyramide de crédits (utilisés aux États-Unis pour consommer et pour acheter des actions) entraîna de proche en proche la dépression économique. Mais le fétichisme de l'or avait déjà provoqué de l'appauvrissement et du désordre.

Désordre international car les États-Unis devaient soutenir le cours de la livre menacée par la spéculation en faveur du franc et pratiquaient une politique de faibles taux d'intérêts alors que, en logique

libérale, la hausse des prix américains aurait rendu nécessaire une augmentation des taux.

Pauvreté aussi, car l'application de la règle de l'étalon-or, sous prétexte de vertu et de prestige, « était un moyen de gouverner et d'appliquer la discipline sociale » comme l'observait François Perroux* - la baisse des salaires et le chômage étant, hier comme aujourd'hui, le meilleur moyen de reporter sur les salariés le poids de l'adaptation d'une économie aux marchés internationaux.

Ruine des épargnants

N'oublions pas non plus la ruine des petits épargnants. Survenant après la crise économique de 1926-1927 provoquée par la hausse du franc, la « stabilisation » (lisez la dévaluation, d'ailleurs justifiée par la loi du 25 juin 1928 qui met fin au cours forcé et rétablit la convertibilité sur la base de 1 franc pour 65,5 mg d'or opère en fait une dévaluation de 4/5^{ème} par rapport au poids d'or du franc Germinal : l'or continue d'affluer en France, l'État rembourse sa dette aux moindres frais, mais les porteurs de créances à revenus fixes perdent dans l'opération plus de 12 % soit 37 milliards de francs. Nombre de petits rentiers seront également ruinés par les faillites d'établissements de crédits (après le déclenchement de la crise

mondiale) et par les malversations financières : l'affaire de la *Gazette du franc* de Marthe Hanau éclate en 1928, l'affaire Oustric en 1931 et la faillite du Crédit municipal de Bayonne est à l'origine de la fameuse affaire Stavisky.

L'émeute du 6 février 1934 est liée à ce dernier scandale, et les ligues de droite se développent dans ce climat de dépression économique, de perte de confiance dans les établissements financiers et de crise profonde de la représentation parlementaire. La politique de déflation menée en 1935 par le gouvernement Laval et la spéculation internationale qui joue contre le franc ne font qu'aggraver les choses. Le Front populaire sera la conséquence d'une politique menée par des ignorants et des incapables.

Le décalque d'une période historique sur une autre est toujours une mauvaise méthode. Face à Mussolini, à Hitler, à la croisade franquiste, l'antifascisme de gauche ou d'ailleurs (Georges Bernanos, le défunt comte de Paris) était une nécessité impérieuse. Aujourd'hui, la vague nationale populiste est sans doute inquiétante mais elle ne s'inscrit pas dans la postérité de la « révolution (hitlérienne) du nihilisme ». Mais sans tomber dans le déterminisme il y a lieu d'établir une relation de cause à effet entre les désordres provoqués avant guerre comme aujourd'hui par le libéralisme économique. La contrainte monétaire (par le moyen de l'euro), la pression sur les salaires, l'inflation cachée, l'ultra-concurrence, la spéculation internationale, les énormes faillites (Enron aux États-Unis) et les effondrements boursiers (Vivendi, France-télécom actuellement) qui ruinent un nombre indéfini d'épargnants et la crise de la représentation politique constituent de nouveau le terreau des mouvements de protestation populaire.

Quand il y a pauvreté et misère dans le prolétariat d'un très riche pays, quand les petits rentiers sont dépouillés, quand les classes moyennes sont prises par l'angoisse, les discours moralisateurs et les épouvantails tirés des maga-

sins de l'histoire ne parviennent pas à empêcher l'augmentation des votes aux extrêmes - surtout quand les moralisateurs donnent le spectacle de leur propre corruption.

Comme l'a dit Elisabeth Guigou, Jean-Marie Le Pen est le symptôme de la souffrance sociale... dont Elisabeth Guigou s'est fort bien accommodée pendant les cinq années du gouvernement Jospin. Et le semillant Jack Lang, qui prend des poses antifascistes, ferait bien de s'aviser que, contrairement à février 1934, il n'y a pas de Front populaire à l'horizon. Léon Blum et les socialistes des années trente avaient un projet de transformation économique et sociale, alors que la « gauche plurielle » est partie intégrante et militante de l'oligarchie et applique avec une froideur nuancée d'hypocrisie le programme ultra-libéral.

Égaré dans le populisme le mouvement de protestation sociale doit conduire à une nouvelle forme de révolution économique et sociale.

Maria DA SILVA

(1) « Les autorités économiques privées exerçaient alors une puissance proprement politique par l'application pure et simple des règles de la saine monnaie : les banques centrales n'avaient pas à prendre parti dans les luttes sociales, puisque l'observation de l'orthodoxie et des préceptes de la « science » suffisait à les rallier à un camp ». François Perroux.

RÉFÉRENCES

- François Perroux, *La coexistence pacifique*, Presses Universitaires de Grenoble, 1992 - prix franco : 31,00 €.
- Karl Polanyi, *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, NRF Gallimard, 1983. Cf. notamment le chapitre II : « Années vingt conservatrices, années trente révolutionnaires » d'où les citations sont tirées - prix franco : 26,10 €.
- Alfred Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Fayard, 1965. Réédité en 1984 chez Economica en trois volumes - prix franco : 39,00 €.



L'Afrique sans la France

Hors de toute langue de bois, bousculant les idées reçues et les conformismes bien-pensants, le livre de Jean-Paul Ngoupandé est un diagnostic lucide et courageux porté sur une tragédie dont le monde finit par se lasser. La jeunesse africaine saura-t-elle entendre cet avertissement et réagir pour sauver l'Afrique du désastre ?

Avant tout commentaire je tiens à souligner l'importance et le grand intérêt que présente *L'Afrique sans la France* (1) de Jean-Paul Ngoupandé ancien Premier ministre de la République centrafricaine. Livre majeur en ce qu'il tranche, parfois brutalement, avec ce que l'on est accoutumé à entendre ou à lire sur les malheurs de l'Afrique qui serait la victime systématique et sans défense - elle l'est encore parfois - d'un néocolonialisme prévaricateur dont le seul souci serait de piller le continent noir de ses richesses. Un véritable pavé dans la mare ou, plus exactement, l'océan de lieux communs qui foisonnent sur le sujet.

L'auteur, brillant intellectuel africain, a vu, entendu, lu, analysé, longuement réfléchi ; son livre en témoigne à chaque page et s'il est un reproche à ne pas lui faire c'est de n'avoir pas employé la langue de bois ; la seule petite réserve que j'aurais à formuler se rapporte au titre de son ouvrage qui aurait pu s'intituler plus précisément *Qu'avons-nous fait de nos indépendances ?*

Le bilan présenté est désastreux. La part de l'Afrique dans le commerce mondial est de 1,80 % dont la moitié pour la seule Afrique du Sud. Autrement dit, l'Afrique subsaharienne qui contient

10 % de la population mondiale ne représente strictement aucun intérêt économique et l'auteur de conclure : « *Les investisseurs s'en vont, les militaires français s'en vont, les coopérants s'en vont, même les Pères blancs s'en vont. [...] Nos accusations, nos gesticulations et nos jérémiades n'y peuvent rien : « ils » s'en vont, et sans état d'âme. Ils n'ont plus rien à faire là, puisqu'il n'y a rien à faire* ». Désastre économique auquel se superposent naturellement toutes les misères sociales et humaines qui en découlent. C'est sans appel.

Responsabilités

Comment l'Afrique en est-elle arrivée là ? Sans entrer dans les détails des longs et passionnants développements de l'auteur sur l'histoire tumultueuse du continent, il faut rappeler que l'épisode colonial fut bref, cinquante à soixante ans, à l'exception notable du Sénégal. Sans cacher ce qu'a pu avoir d'abominable le système des concessions ou des corvées, Jean-Paul Ngoupandé reconnaît tout ce que, par ailleurs, la colonisation a pu avoir de positif. Ce n'est pas sans amertume qu'il rappelle, pour son pays, l'existence de splendides laboratoires de recherches agronomiques dont il ne reste que des ruines. La décolonisation est arrivée, elle a touché parfois des États très artificiels pas

assez préparés pour en assumer pleinement les conséquences. Les puissances coloniales se sont retirées, progressivement pour la France de plus en plus tournée vers l'Europe, des générations nouvelles ont émergé, la chute du mur de Berlin a ôté toute valeur géostratégique au continent, la mondialisation fait rage, l'Afrique n'a pu suivre, enfin « *elle finit par laisser le monde* ». « *L'Occident en a assez de nos insultes permanentes, de querelles d'un autre âge lancées par des dirigeants corrompus, les pays riches et donateurs en ont assez des guerres tribales, de la corruption généralisée, de cette logorrhée geignarde ou vindicative* ».

L'auteur, qui fut ministre des Finances, a fait les comptes « *L'Afrique est le continent qui, depuis des décennies a reçu le plus d'aide internationale par habitant... cette aide est partie en fumée* » et de conclure « *Finissons de croire que nous sommes victimes de la méchanceté des autres* » et de poser la question « *Y a-t-il une fatalité à ce qu'il en soit toujours ainsi en Afrique ?* » comme le laisse supposer Bernard Lugan souvent cité. **Non !** répond Jean-Paul Ngoupandé qui ne cache cependant pas son pessimisme et ose écrire qu'il a parfois l'impression de prêcher dans le désert. Ce qui est sûr c'est qu'avec un

tel texte il ne se fera pas que des amis en Afrique ce qui n'est pas son objectif. On lui sera alors gré de surmonter ses doutes lorsqu'il lance un appel à la jeunesse africaine lui demandant d'œuvrer pour une véritable révolution, non sanglante celle-là, une révolution des cœurs et de l'intelligence. D'abord ne pas se laisser abuser par le mot « démocratie » dont se réclament de nombreux régimes en place depuis le discours de La Baule de Mitterrand, mot trop vide de sens car seule l'ethnicité est devenue le champ de la lutte pour le pouvoir à la fois politique et économique. Ensuite œuvrer pour une reconstruction des États de droit préalable à toute réforme économique. L'auteur affine sa réflexion sur de solides références et méditations, en particulier *Philosophie de la République* de Blandine Kriegel. C'est, ainsi formulé, le désir violent d'un « *nouvel esprit africain* ». Puisse Jean-Paul Ngoupandé être entendu et compris.

Et la France ?

Naturellement, la France n'est pas absente de ces pages, son aventure africaine est abordée avec ses grandeurs et ses faiblesses. Son éloignement est déploré mais Jean-Paul Ngoupandé espère encore en elle, tout en s'insurgeant contre les procès que certains États africains lui font actuellement, procès d'autant plus absurdes que ces mêmes pays « *vivent dans l'illusion selon laquelle ils sont très importants* (pour l'ancienne puissance coloniale) et que, quoi qu'il puisse arriver elle ne pourra jamais se passer de nous ». Il la veut « *autrement* » qu'elle fut. « *En réalité nous sommes peut-être parmi ceux qui ont le plus besoin de la France, le dernier avocat qui nous reste dans ce monde tourbillonnant* ». Puisse-t-il là aussi être entendu et compris.

Michel FONTAURELLE

■ Jean-Paul Ngoupandé - « *L'Afrique sans la France* ». Albin Michel - prix franco : 22,00 €.

L'énigme démocratique

Dans des périodes d'incertitude et même de trouble névrotique comme celle que nous vivons en ce moment, il est bon de recourir à quelqu'un comme Marcel Gauchet, précisément parce qu'il est un de ces penseurs attentifs à penser la crise au-delà d'elle-même, pour ce qu'elle promet et annonce, dans l'énigme de ses propres contradictions. J'en veux pour preuve ses interprétations à chaud sur le phénomène Le Pen, alors que nous vivons dans une véritable névrose collective, alimentée par une sorte de désir de se faire peur au fantasme d'un fascisme assez imaginaire. Pierre-André Taguieff de son côté peut parler d'un « *carnaval idéologique* ». Gauchet y échappe totalement : « *Pour résumer, (Le Pen) est un mercenaire qui se trouve capitaine un peu par hasard. Il n'a pas la psychologie d'un leader, il n'a d'ailleurs autour de lui qu'une cour d'affidés minables. Sa toxicité se serait exprimée avec la création d'un véritable parti, il n'en a pas été capable* ». Mégret est, sans doute, beaucoup plus dangereux, par son savoir-faire méthodique. Mais j'ajouterai qu'il manque totalement de ce charisme qui permet à Le Pen d'être « *une image anti-système qui précipite la coagulation d'un vote anti-système* ». (Marcel Gauchet dans *Le Point* du 3 mai 2002).

Il se trouve que dans un recueil d'articles repris de la revue *Le Débat* qu'il dirige avec maestria avec Pierre Nora, l'auteur du *Désenchantement du Monde* reproduit son étude parue en 1990 sur l'émergence électorale du Front national, qui n'a rien perdu de sa pertinence. Il remarquait déjà que plus le démagogue était « *réputé vaincu, discrédité, réduit au néant, mieux pour finir il se porte* ». Mais surtout, son attention se portait sur les raisons de ce succès, défini comme « *celui de l'outsider qui attire à la mesure de son extériorité transgressive par rapport à la scène officielle* ». La question de l'insécurité était déjà analysée comme celle du principal vecteur de la percée électorale de l'extrême droite, à raison même de la cécité de la gauche à son endroit, cécité d'ailleurs en partie volontaire, induite « *d'une préférence pour l'humanisme de l'erreur en regard de la coupable tristesse de la vérité. Toujours le théorème selon lequel il faut mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron* ». Au surplus, l'impuissance du pouvoir à endiguer la délinquance ne pouvait qu'appuyer un certain discrédit de la fonction politique : « *Mais quel sens peut-il y avoir à participer à un processus politique où ce qui serait par excellence matière à exercice de la puissance collective est par avance exclu ?* » L'immigration était susceptible d'une approche analogue. N'était-il pas paradoxal qu'en régime soumis au principe du consentement, une modification aussi essentielle du vivre ensemble échappe précisément à tout acquiescement et à une prise en charge volontariste ? Le sentiment xénophobe, qu'il ne faut pas confondre avec le racisme véritable, a grandi sur le terreau de l'impression d'impuissance : « *Il s'est joué là un véritable traumatisme social, totalement incompris des élites et aggravé par cette incompréhension même. Il y allait d'un rappel aux premiers principes du contrat social et d'une exigence de souveraineté collective dont la frustration de fait et le rejet en*

par Gérard Leclerc



doctrine ont creusé un fossé de défiance vis-à-vis du monde des maîtres. »

L'élimination de Lionel Jospin par le chef du Front national pour le deuxième tour de l'élection présidentielle trouve son explication dans le dédain ou le mépris dont ont fait preuve les bourgeois-bohèmes de l'établissement de gauche à l'égard des hantises de certaines couches populaires.

A douze ans de distance, l'analyse n'a pas pris une ride et les solutions proposées apparaissent prémonitrices eu égard à l'enjeu principal de ces élections et au débat si mal engagé sur les institutions. La béance qui apparaît entre la transcendance idéale des droits de l'homme partout célébrée et la difficulté de maîtriser concrètement les difficultés quotidiennes, constitue le paradoxe d'une démocratie qui s'interroge sur elle-même, après avoir triomphé de façon indiscutable au terme de l'épreuve totalitaire. L'ensemble des articles du recueil s'ordonne autour d'une même énigme qui s'enracine profondément jusque dans une anthropologie en refondation : « *Voici comment, au nom du fondement incontestable de la démocratie, l'exercice de la démocratie est redevenu radicalement problématique. Il est déstabilisé par la constitution de ses bases. Il s'échappe à lui-même, énigmatiquement, au travers de ce qui se donne pour sa clé la plus certaine* ». En d'autres termes, il ne suffit pas de mettre l'individu et ses droits au centre du dispositif social, il faut encore penser avec exigence en quoi consiste une société d'individus et les moyens propres à assurer sa réalisation. La médiation scolaire, par exemple, pose des problèmes considérables, référée aux contradictions des aspirations à l'égalité des chances et à l'inégalité inhérente au processus méritocratique. On peut en dire autant de la médiation politique qui relève d'un type d'exigences particulières que l'universalité des droits par-delà tous les particularismes ne saurait dissoudre. On en veut pour preuve l'insistance actuelle sur la

République, dont tous semblent vouloir ranimer le culte, alors qu'il y a peu ce qui semblait autoritaire et contraignant du côté républicain par rapport aux amabilités de la démocratie était ringardisé. Il n'est pas possible de faire l'économie de l'État et de la nation, si l'on veut que l'exercice des droits individuels soit concrètement possible.

Il fallait sans doute l'avertissement cinglant de nos électeurs pour imposer ce retour en force du politique qui se dissolvait sûrement dans l'évolution d'une société de plus en plus judiciarisée et dans la disparition indolore des nations dans un cadre européen soumis à une *gouvernance* technocratique, indiscutée puisque assumant les conditions de nos bonheurs privés. Non, tout n'était pas aussi simple. Nous sommes entrés dans une crise profonde dont Marcel Gauchet entrevoit, avec beaucoup d'optimisme, non pas tellement la fin que le dépassement dans une autre composition, grâce à « *une intelligence renouvelée de l'être-en-société* », à « *un approfondissement de l'expérience et de la conscience historique* ». Acceptons en l'augure, non sans souligner que les choses ne se feront pas d'elles-mêmes, dans le confort douillet d'un progressisme moderniste. C'est à mon sens, beaucoup plus que des « *réformes* » qu'il faudra promouvoir. C'est le sens des choses qu'il s'agira de faire émerger : sens de l'institution scolaire, sens de l'État, sens de la nation, sens de la solidarité européenne, sens de la coopération internationale, afin que les citoyens sachent quel est le contenu de leur responsabilité commune.

■ Marcel Gauchet - « *La démocratie contre elle-même* ». Gallimard, 385 pages, prix franco : 12,10 €.

Dossiers brûlants

Gérard Leclerc nous livre un ouvrage éclairant sur « Les dossiers brûlants de l'Église ». A lire impérativement, que l'on soit ou non catholique.

Récemment, un hebdomadaire (1) a eu l'audace d'afficher sur sa une : « Les religions au banc d'essai ». Comme si l'on exprimait sa foi comme on choisirait une voiture ! A cent lieues de cette sous-culture journalistique, Gérard Leclerc vient de publier « Les dossiers brûlants de l'Église, au soir de la vie de Jean-Paul II » (2). Le style est clair. Il coule, agréable à lire. Le plan de l'ouvrage comporte quatre parties et vingt trois chapitres qui s'articulent parfaitement et constituent autant d'entrées qui pourraient être lues indépendamment les unes des autres. Il ne saurait être question de les passer toutes en revue. Contentons-nous d'insister sur quelques aspects. L'auteur détaille les principaux acteurs de l'Église, souvent inconnus en Europe. Non pour jouer au jeu superficiel des papabiles, mais pour attirer l'attention sur les courants de fond de l'Église.

« Au déclin observable en Europe, répond un fantastique élan dans le reste du monde ».

Gérard Leclerc fait état d'un recentrage spirituel. Il s'explique par la désaffection d'un certain progressisme qui, pour avoir été à la mode, passe comme toutes les modes. L'auteur insiste sur la formation intellectuelle de nombreux clercs, à commencer par le pape lui-même. Il y revient à plusieurs reprises : « Jean-Paul II a initié une révolution conceptuelle dans le christianisme contemporain en mettant l'homme au centre de son discours... La formation intellectuelle du pape est déterminante ». Parce que « si l'on brise la notion de personne, il n'y a plus de dialogue entre Dieu et l'homme ».

Dans le chapitre intitulé « pourquoi l'Église fait scandale », Gérard Leclerc évoque l'encyclique *Evangelium Vitae*. Jean-Paul II y rappelait « ... que la démocratie ne

pouvait pas tout faire... parce qu'il y avait une question des valeurs qui ne pouvait procéder directement et exclusivement d'une volonté populaire ». L'auteur conteste certains philosophes convaincus « que le christianisme n'a plus de validité dans la post modernité ». Il cite Shmuel Trigano pour qui « la Shoah met en cause la modernité et avec elle le seul idéal démocratique qui ne peut penser ni tolérer des convictions se réclamant d'une source extérieure à lui-même ». On aura compris qu'il ne s'agit évidemment pas d'une critique de la démocratie comme système politique, mais de la soumission, voulue par certains, de l'Église aux modes fluctuantes du moment.

Dans deux domaines, la sexualité et la place des femmes, où les positions de l'Église sont caricaturées, en partie par sa faute, Gérard Leclerc remet les choses au point. Les quelques pages consacrées à la sexualité sont éclairantes sur sa démarche : une mise en perspective bienvenue dans une société où « nous ne pouvons plus faire entendre un discours de raison dans un domaine qui est fantasmatique ». Pour arriver à cette conclusion, après avoir rappelé que le puritanisme n'est pas d'Église : « la félicité de la chair est louange », à condition de n'être pas « une machine désirante parmi d'autres ». En ce qui concerne le féminisme, l'auteur tente

« d'isoler la part de cet enseignement (l'enseignement biblique) quand il donne raison aussi bien que quand il donne tort à la revendication féministe ». Il rappelle que le fait que le Christ soit un homme, et qu'il ait choisi ses premiers disciples parmi les hommes est anthropologiquement déterminant pour le sacerdoce : « le christianisme ne dit pas que l'homme a autorité sur la femme, il dit que l'homme et la femme sont à égalité, et en même temps il souligne la différence ».

Lorsqu'il traite du conflit de l'Islam avec la modernité, Gérard Leclerc rejoint l'actualité la plus brûlante, sans complaisance, mais pour l'éclairer. En quoi intéresse-t-il l'Église ? De tout temps, les chrétiens se sont intéressés aux phénomènes religieux qui n'étaient pas de leur domaine. « Ceux qui ont rejoint les rangs de Ben Laden ne sont pas des simples d'esprit : on s'aperçoit qu'ils sont revenus un beau jour à l'Islam après avoir fait un détour par la modernité. En définitive, ce sont des personnes modernes qui vont retourner les armes de la modernité contre la modernité... les islamistes sont des déçus de la modernité », même si Ben Laden oppose la pureté de l'Islam à la modernité de l'occident.

Libre à chacun de ne pas partager les opinions d'un catholique fervent, mais le livre de Gérard Leclerc n'écarte aucun des défis que l'Église doit relever. Cet ouvrage a le mérite de faire apparaître les lignes de force, de mettre les événements en perspective, de traiter « les dossiers brûlants » au fond, et non sur un mode médiatique trop répandu qui escamote habituellement les vraies questions.

Alain SOLARI

(1) L'Express (n° 2647, du 28/3 au 4/4).

(2) Gérard Leclerc, « Les dossiers brûlants de l'Église », Presses de la Renaissance - prix franco : 18,80 €.

Souscription

Objectif 10 000

Lancée il y a maintenant un mois, notre souscription démarre lentement, beaucoup trop lentement si l'on veut que notre objectif de 10 000 euros soit atteint avant les vacances. C'est dire mon inquiétude...

La campagne pour l'élection présidentielle, les législatives qui s'annoncent nous contraignent à des dépenses supplémentaires, et, calendrier oblige, ce ne sont pas des dépenses que nous pouvons différer. Nous les avons donc engagées en espérant que, comme d'habitude, « l'intendance suivra ». Et voici que l'intendance lambine !

C'est donc un appel très pressant à tous nos amis que je lance. Il faut absolument qu'ils se réveillent et nous donnent les moyens nécessaires à la poursuite de notre entreprise. Dans la période que nous traversons, l'impact et l'audience de *Royaliste* se révèlent exceptionnels. Nous touchons de nouvelles personnes, attirons de nouveaux sympathisants, tout ceci doit être poursuivi et développé. Cela ne dépend que de vous...

Yvan AUMONT

P.S. Les règlements sont à faire à l'ordre de *Royaliste*, pour éviter toute confusion, n'oubliez pas de préciser « Pour la souscription ».

2^e liste de souscripteurs

S.B. (Rhône) 55,00 € - André Brimont 40,00 € - Amadeu Ciscar Penella 50,00 € - Roger-Pol Cottureau 15,25 € - Michel Cusin 30,49 € - Jean Dauvergne 16,00 € - Jean-Michel Dejenne 20,00 € - Marc Desaubiaux 100,00 € - Michèle Dutac 28,96 € - Yves Floucat 30,00 € - Thierry Foyard 39,00 € - Yves Gillet 30,00 € - Laurent Goulard 58,00 € - Patrick Jacques 30,48 € - P.J. (Paris) 40,25 € - Guy Leclerc-Gayrau 41,16 € - Paul Marchal 16,00 € - Emmanuel Moumdjiev 10,00 € - A.P. (Haute Saône) 4,25 € - Prosper Polier 7,50 € - Yolande de Prunel 200,00 € - Jacques Roué Daéron 60,00 € - Maurice Sarazin 16,00 € - Pierre Sauterey 240,00 € - François Tanné 75,00 € - Bruno Vermette 15,25 € - G.W. 48,00 €.

Total de cette liste : 1322,59 €

Total précédent : 375,80 €

Total général : 1698,39 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,5 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (7,65 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 4,60 €).

● Mercredi 15 mai : On connaît l'écrivain - ami de notre maison depuis sa fondation. On oublie que Gabriel MATZNEFF n'a cessé de publier, y compris dans *Royaliste*, des articles politiques et religieux, des chroniques littéraires, des portraits d'amis, des oraisons funèbres et décoché maints traits polémiques qui en font un maître du pamphlet. En des temps où les esprits étaient ouverts au monde, notre invité tenait tribune dans un grand quotidien du soir. La mondialisation a fermé les esgourdes et clos les mirettes, ouvrant la voie à une « correction politique » qui ne doit rien à la morale ni à l'élégance. « Mais pourquoi donc nager à contre-courant ? » alors qu'il fait si bon sur les rivages conformistes ! Réponse dans la soirée.

● Mercredi 22 mai : Un roi apprend son métier dès l'enfance. C'est là un avantage, pour l'exercice de sa fonction. Mais que lui enseigne-t-on ? Qui charge-t-on de cette tâche délicate ? L'éducation du roi est-elle conçue de la même manière au Moyen Age, à la

Renaissance, au siècle des Lumières ? Ces questions avaient fait l'objet en 1998 d'un colloque international qui réunissait d'éminents historiens dont les actes viennent d'être publiés. animateur et éditeur de l'ensemble de ses travaux, Ran HALÉVI, directeur de recherches au CNRS, nous dira ce que fut, au fil des époques, « Le Savoir du prince ». Il nous présentera également sa propre contribution, consacrée à l'éducation de Louis XVI. L'ensemble nous permettra d'accéder à une meilleure intelligence politique de la royauté.

● Mercredi 29 mai : Elle écrit dans *Marianne*, elle fait de la télévision (« Culture et dépendances ») et milite au sein du Pôle républicain. Victime des bien-pensants voici quelques années pour avoir publié des articles « incorrects » sur le Kosovo, Elisabeth LEVY dénonce dans un tout récent ouvrage l'intolérance qui se cache derrière le consensus mou et l'acharnement des campagnes menées par les directeurs de conscience de la prétendue génération morale. Après avoir subi la loi des maîtres-penseurs stalinien, sommes-nous désormais exposés à « La Férule des Maîtres-censeurs » ? En examinant quelques cas récents, nous réfléchirons avec notre invitée sur le contenu de l'idéologie dominante et sur ses méthodes d'intimidation.

Pour recevoir régulièrement le programme des mercredis et avoir accès gratuitement aux réunions, prenez une carte d'abonné (5,10 € pour l'année).

Gérard Leclerc a déjà publié :

- Un autre Maurras, essai sur le penseur monarchiste 10,70 €
- Idées, recueil d'articles (1976-1979) 9,90 €
- La Bataille de l'école, 15 siècles d'histoire 14,90 €
- L'Église catholique, crise et renouveau 19,90 €
- Pourquoi veut-on tuer l'Église ? 20,60 €
- Jean Paul II, le résistant 18,30 €
- Saint Paul 11,90 €
- Le Pape et la France 15,10 €
- Portrait de Monsieur Guitton 19,70 €
- L'amour en morceaux 19,10 €
- Le bricolage religieux 8,00 €

Les prix indiqués comprennent les frais de port.

Raffarin, c'est effarant !

Nous voici rassurés. Il fallait faire barrage à Jean-Marie Le Pen – cela s'est fait. La victoire de Jacques Chirac était attendue – elle a eu lieu. Ce qui permet de redonner de la netteté à l'image de la France dans le monde et d'éviter dans notre pays des réflexes de peur qui auraient pu provoquer d'incontrôlables violences.

Le séisme du premier tour a-t-il produit tous ses effets ? Certes non.

La crise du Politique est-elle résolue ? Il serait naïf de le croire.

Plus massif que jamais, le vote du 5 mai est une réaction de rejet sur laquelle il n'est pas possible de fonder une politique, et encore moins de refonder la République. Pour bâtir, il faut de la rigueur. Pour conduire une politique, il faut de la clarté. Au soir du second tour, la confusion est totale quant à la nature même de l'acte électoral effectué dans la journée : l'élection du président de la République a pris la forme d'un référendum sur la démocratie et certains journalistes de cour ont même évoqué un plébiscite. Il va presque sans dire qu'un plébiscite sur la personne de Jacques Chirac aurait donné des résultats proches de ceux que le président sortant avait obtenu au premier tour. Et il est clair que le référendum prive de signification politique l'élection du candidat de la droite.

Il se trouve simplement que des circonstances extraordinaires permettent le maintien au pouvoir d'un homme qui demeure, jusqu'à preuve du contraire, tel qu'il fut pendant les sept dernières années.

Jacques Chirac a été totalement infidèle à la tradition gaullienne en se prononçant pour le quinquennat et il n'a pas respecté sa fonction quant à son devoir d'arbitrage et pour tout ce qui concerne l'indépendance de la nation.

Jacques Chirac a été, pendant sept ans, le porte-parole de ses groupes de soutien, du corporatisme agricole et patronal qui représente de manière partielle et



partielle le monde rural et les entrepreneurs de notre pays. Rien n'indique, dans son programme, qu'il aura désormais le souci de servir tous les Français et nous ne l'avons pas entendu dire qu'il avait été l'un des artisans de la lutte des classes, indifférent au sort de la petite paysannerie, des petites et moyennes entreprises confrontées aux pratiques monopolistiques, des ouvriers, des employés et des cadres exploités et maltraités.

Jacques Chirac a décidé avec son Premier ministre et avec l'assentiment des hiérarques « socialistes » la liquidation à terme de nos services publics, la destruction de notre système de retraite et l'abandon de nos pou-

voirs monétaires. Rien ne permet de croire qu'il a compris le sens de la protestation exprimée le 21 avril et qu'il est décidé à restaurer (c'est ce qu'on attend d'un homme de droite !) tout ce qui a été ébranlé ou détruit au cours du dernier septennat. Au contraire, il a repris dans son programme les thèmes les plus pervers du jospinisme défunt – notamment le droit des collectivités territoriales à l'expérimentation législative et le projet de « fédération des États-nations ». Ce qui signifie que notre nation millénaire, créée par son État unitaire et fondée sur le principe d'indivisibilité sera exposée à une double logique de destruction : aliénation en haut, dislocation en bas !

Il est certain que, comme la plupart des Français, nous accueillerions avec une immense faveur un homme repent, transformé par l'épreuve électorale et décidé à changer radicalement de politique.

Le précédent de 1995 nous inspirait au soir du 5 mai un soupçon justifié. La nomination de Jean-Pierre Raffarin a effacé dès le lendemain les espoirs ténus d'un renouvellement politique. L'homme est connu pour son effrayante nullité. Son appartenance au parti d'Alain Madelin le désigne comme un promoteur acharné de l'ultra-libéralisme. Ses assises sociales et sa carrière indiquent que le nouveau Premier ministre est le mandataire des intérêts des couches profondes de l'oligarchie.

Délibérément abusées par les jospinistes, les classes moyennes et populaires sont maintenant exposées aux provocations directes des chiraquiens. Entre les oligarques de diverses nuances et leurs innombrables victimes, la lutte déjà engagée va se durcir.

Bertrand RENOUVIN
(au soir du 6 mai)